

Questions orales

LES PROMESSES ÉLECTORALES DE 1980

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Le député n'ignore sûrement pas qu'il y a bien longtemps de cela, un Chinois, en apprenant qu'il allait faire partie du gouvernement, décida que cette année-là serait l'année du rat.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Je conseille donc au ministre de prendre les mesures que je lui ai suggérées et d'en profiter pour réduire le déficit qui sera alors de plusieurs milliards de dollars de moins en avril qu'il ne l'avait lui-même prévu. Cela étant, va-t-il tenir les promesses qu'il avait faites au cours des élections de 1980 et prendre les mesures qui s'imposent pur que ses grands projets se réalisent et que la récession soit vaincue? Il est en retard de quatre ans.

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, l'honorable député a dû... Je dois dire que...

[Traduction]

Je vais le dire en anglais. Je ne sais pas comment on a appelé l'année 1980, lorsque le ministre détenait le portefeuille des Finances, mais c'était sûrement l'année du serpent.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

M. Lalonde: Je voudrais dire à mon honorable collègue que le Budget sera présenté mercredi prochain. Il devra donc attendre au moins deux jours pour savoir quelles sont les mesures que contient ce Budget. Ce que je tiens à lui dire, c'est que de la même façon que le Budget de l'an dernier était axé sur la croissance de l'économie, la reprise économique et la croissance de l'emploi, de la même façon, ce Budget que je prépare répondra aux nombreuses démarches que j'ai reçues durant les derniers mois et qui m'ont suggéré de continuer l'orientation fondamentale de la politique qui était contenue dans le Budget d'avril dernier.

[Traduction]

LES CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre des Finances. Contrairement à ce qu'il vient de dire à mon collègue, depuis 1980, l'année où le gouvernement a pris le pouvoir, notre situation économique a été nettement plus mauvaise qu'aux États-Unis. Je l'ai dit fort clairement le 1^{er} février sans que le ministre ne me contredise.

La différence est due surtout au fait que le gouvernement a sciemment décidé d'adopter une série de mesures mal conçues en partie à cause du ministre mais aussi à cause de son prédécesseur. Ces mesures étaient bien différentes de celles des États-Unis. Il s'agissait notamment du Programme énergétique national, de l'administration de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, de la politique à l'égard des taux

d'intérêt qui a entraîné des taux nettement plus élevés chez nous, un déficit plus lourd et des hausses d'impôt supérieures. Je pourrais poursuivre longtemps ainsi, mais afin que...

M. le Président: Le député devrait poser sa question. Nous pouvons difficilement nous lancer d'avance dans des mini-débats sur le budget.

M. Wilson: J'allais justement poser ma question, monsieur le Président. Afin de regagner la confiance qu'il vient de perdre, le ministre reconnaîtra-t-il que les mesures que je viens de nommer sont effectivement à l'origine de la différence entre notre situation économique et celle des États-Unis et du taux de chômage beaucoup plus élevé que nous avons au Canada?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, le député a parlé d'une série de mesures mal conçues. Je peux seulement lui répondre en citant les paroles du député de Saint-Jean-Ouest qui a répondu à la question précédente. Il y a un mois environ, il a déclaré sans équivoque dans une interview donnée au *Globe and Mail* que s'il était à ma place il suivrait à peu près la même politique.

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson: Il est absolument certain que le député de Saint-Jean-Ouest n'adopterait en aucun cas les mesures que je viens de citer.

LES PRÉVISIONS CONCERNANT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, nous devons principalement notre reprise économique aux ventes d'automobiles, la vie utile moyenne des automobiles étant très élevée au Canada, ainsi qu'au secteur du bâtiment qui a bénéficié de certains programmes gouvernementaux. Comme ces deux facteurs perdent de leur importance et que la croissance de l'industrie sera nulle cette année au Canada contre une augmentation réelle de 9 p. 100 aux États-Unis, d'où viendra la forte reprise dont parle le ministre si cela ne doit pas devenir une sinistre blague comme celle que son prédécesseur nous a faite en 1981 en présentant le budget lamentable qui a fait tant de tort à de nombreux Canadiens.

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je dirai d'abord au député qu'il doit attendre 48 heures. Deuxièmement, je lui demande de relire l'excellente interview que le député de Saint-Jean-Ouest a accordée au *Globe and Mail*. Troisièmement, je lui rappelle qu'en 1983 la totalité des principaux indices ont été supérieurs à ce que j'avais prévu dans mon budget. Le député et ses collègues avaient pourtant dit que mes prévisions étaient trop optimistes et qu'elles manquaient de réalisme. En réalité, tant en ce qui concerne l'inflation que l'emploi, les taux d'intérêt et la croissance économiques, les résultats ont été meilleurs que je ne le prévoyais dans mon budget de 1983.